



Communication sur le Progrès 2015.

Au nom de la société VITAL, je suis heureux de renouveler, par ce document, notre engagement à respecter et mettre en œuvre les dix principes énoncés dans le Pacte Mondial des Nations Unies, concernant les droits de l'homme, les conditions de travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Nous réaffirmons ainsi notre volonté de promouvoir les principes inhérents au développement durable et à la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) et nous nous engageons à agir concrètement auprès de nos clients, partenaires commerciaux et salariés.

De par son activité de conseil et d'assistance en systèmes d'information, VITAL entend poursuivre ses actions en faveur d'une plus grande responsabilité de l'ensemble des acteurs économiques en matière de protection de l'environnement, respect des droits de l'homme, conditions de travail, et lutte contre la corruption.

Ce rapport répertorie ainsi l'ensemble des actions menées au cours de l'année 2014 et les futures démarches de VITAL en matière de développement durable, dans le cadre du pacte mondial des Nations-Unies.

Nidal ZEIDAN
Président Directeur Général.

GROUPE VITAL
164, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine
Tél : 01 46 37 80 80 - Fax : 01 46 37 80 81/82
RCS 509 762 449

Présentation synthétique de la société.

Le Groupe Vital est un groupe français et indépendant de Conseil et de Services en Ingénierie informatique créé en 1998. A ce jour, VITAL est présent sur l'ensemble du territoire national via ses agences basées à Paris, Bordeaux et Lyon, et dispose de son propre Centre de Services situé à proximité de Paris / La Défense. Il compte 260 collaborateurs dans ses effectifs, et l'activité s'articule aujourd'hui autour des cinq centres d'expertises suivants :

- Production
- Support et gestion de parc informatique
- Développement
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- Formation (organisme Agréé)

A travers ces Centres d'Expertise, le Groupe Vital propose à ses clients des prestations d'accompagnement global autour de leur système d'information, et a pour objectif de :

- Gérer et optimiser les ressources et/ou infrastructures de ses clients,
- Aider ses clients à maîtriser et réduire leurs coûts liés aux Systèmes d'information, dans le respect de nos engagements en matière de développement durable.
- Garantir à ses clients un service basé sur les principes de réactivité, flexibilité, compétitivité.



Liste des dix principes du Pacte Mondial

Le Pacte Mondial, lancé le 26 juillet 2000, est un engagement volontaire des entreprises à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur les dix principes suivants :

- **Droits de l'homme**

- Principe 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.
- Principe 2 : Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

- **Conditions de travail**

- Principe 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;
- Principe 4 : Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire;
- Principe 5 : Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants;
- Principe 6 : Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

- **Environnement**

- Principe 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement;
- Principe 8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement;
- Principe 9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

- **Lutte contre la corruption**

- Principe 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Description des actions menées en 2014

PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME.

Depuis toujours VITAL respecte les principes énoncés dans les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme comme :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948,
- La Convention de l'Organisation Internationale du Travail,
- la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne du 18 décembre 2000.

Ainsi VITAL s'est construit sur le respect des valeurs de liberté, égalité, fraternité, transparence et justice, que ce soit dans ses rapports avec ses collaborateurs mais également avec ses partenaires et clients.

Notre attachement à ces principes et nos engagements sont publiés sur le site Internet du Groupe mais également dans notre code d'Ethique, le règlement intérieur et la charte informatique qui régit le fonctionnement de notre centre de services.

En matière de mécénat, VITAL a poursuivi et renforcé ses actions en 2014 :

- Soutien à l'association « Petits Princes » qui réalise les rêves d'enfants gravement malades,
- Parrainage du club de football de l'Association Sportive de Saint Ouen l'Aumône,
- Parrainage de la section football du PLM Conflans Sainte Honorine,
- Parrainage de la section Tennis de Table de l'USC Conflans Sainte Honorine,
- Parrainage championnat de France de Tir à l'Arc,
- Depuis fin 2014 VITAL est devenu le sponsor officiel de l'équipe de ski d'Haïti pour le championnat du monde 2015 : www.haitiski.com :





PRINCIPES RELATIFS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL.

VITAL s'engage formellement à :

- Ne pas pratiquer de discrimination en matière d'embauche et gestion de personnel (matérialisé par la signature de la charte de la diversité en 2009),
- Adopter des mesures justes et respectueuses de l'individu en matière de discipline,
- Respecter la législation relative aux horaires de travail, de rémunération, formation, hygiène et sécurité,
- Respecter des valeurs éthiques et humaines dans la gestion et la relation du personnel (Respect, Transparence, Salaires, Formation, Non-Discrimination, Protection Sociale et Santé).

VITAL garantit à l'ensemble de ses collaboratrices et collaborateurs les meilleures conditions de travail possible en leur fournissant les outils adéquats adaptés à leurs postes (Téléphone, Ordinateur Portable) si nécessaire.

Par ailleurs, VITAL a poursuivi en 2014 sa politique de respect des obligations personnelles et de favoriser les solutions adaptées aux cas personnels, si elles sont compatibles avec nos obligations vis-à-vis de nos clients.

Ainsi, le télétravail est favorisé lorsqu'il répond aux problématiques rencontrées par nos collaborateurs, tout comme les demandes de réduction du temps de travail hebdomadaire, et les aménagements des horaires quotidiens.

Afin que nos collaborateurs soient le plus épanoui possible, la formation professionnelle est une priorité pour adapter leurs compétences aux évolutions techniques et fonctionnelles, mais également pour leur permettre d'évoluer professionnellement.

En 2014, VITAL a mis l'accent sur la formation professionnelle pour le bien-être de l'ensemble de ses collaborateurs :

- 19% de nos collaborateurs ont suivi une formation destinée à approfondir leurs compétences ou à en acquérir de nouvelles.

VITAL ne tolère aucune discrimination à l'embauche ou dans le déroulement de la vie professionnelle de ses collaborateurs, notamment en matière de promotion interne et de formation professionnelle. Bien au contraire, pour VITAL, les différences constituent des atouts sur lesquels la société capitalise.

La diversité est une richesse dans toutes ses formes et partant de ce postulat, VITAL mise depuis toujours sur la constitution d'équipes hétérogènes en tous points (âge, origine, sexe) afin que la connaissance et les compétences de tous se complètent et que le résultat soit bénéfique pour nos collaborateurs, comme pour nos clients.



PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT.

Sur le plan environnemental VITAL a entrepris et entreprend les actions suivantes afin de minimiser les impacts de notre société sur l'environnement.

Depuis sa création VITAL rembourse 100% de l'abonnement mensuel aux transports en commun à l'ensemble de ses collaborateurs, en lieu et place de la prise en charge à 50% exigée par la législation.

Si nos collaborateurs prennent leur véhicule pour convenance personnelle, en lieu et place des transports en commun, aucune majoration des frais de déplacement ne leur ait versé par rapport au coût de l'abonnement mensuel aux transports en commun.

Par ailleurs, dans ce dernier cas, nous les encourageons vivement à pratiquer le co-voiturage afin de limiter au maximum les conséquences en termes d'empreinte environnementale de leurs déplacements.

En 2014, nous avons maintenu notre démarche de dématérialisation des documents auprès de nos collaborateurs, partenaires et clients, afin de procéder tant que possible à l'ensemble des démarches administratives par Email uniquement.

Enfin, les travaux entrepris au siège social et au sein de notre centre de services ont permis d'optimiser l'isolation des locaux, pour aboutir à une réduction des factures d'énergie à hauteur de 2% en 2014, par rapport à 2013.

PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.

VITAL observe les principes éthiques les plus élevés dans le cadre de ses activités et respecte scrupuleusement l'ensemble des lois et réglementations concernant le trafic d'influence, la corruption et les pratiques commerciales interdites.

Une grande majorité de nos prestations sont issues d'Appels d'Offres mis en œuvre dans le cadre de référencement strict, et la RSE est l'un des volets dont l'importance est croissante dans le cadre de ces campagnes de référencement.

Le code d'Ethique de VITAL précise par ailleurs que l'ensemble de nos collaborateurs, partenaires et fournisseurs doivent s'engager « à ne pas offrir, promettre ou accepter d'effectuer des versements ou des cadeaux (qu'il s'agisse d'argent ou de quelque objet de valeur que ce soit), directement ou indirectement, à quiconque dans le but d'influencer ou d'amener quiconque à influencer des décisions relatives à l'attribution de marchés ».